

Unité Interdépartementale 25-70-90
5 Voie Gisèle Halimi
BP 31269
25000 Besançon

Besançon, le 19/06/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/04/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

BUTAGAZ SAS

rue du Breuil
25960 Deluz

Références : -
Code AIOT : 0005900239

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/04/2025 dans l'établissement BUTAGAZ SAS implanté rue du Breuil 25960 Deluz. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BUTAGAZ SAS
- rue du Breuil 25960 Deluz
- Code AIOT : 0005900239
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

La société Butagaz réalise la production et la distribution de gaz Butane et Propane sur le site de

Deluz. L'établissement est classé Seveso Seuil Haut.

Thèmes de l'inspection :

- AN25 Prélèvements envtx
- Plans d'urgence

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Liste des substances recherchées et milieux associés	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
4	Stratégie de prélèvement	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
5	Personnels compétents	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
7	Mise en oeuvre du plan d'opération interne	Code de l'environnement du 24/09/2020, article R515-100	Demande d'action corrective	3 mois
8	Plan d'opération interne - Personnes habilitées	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Mise à jour du POI	Code de l'environnement du 27/09/2020, article R. 515-100	Sans objet
2	Réalisation d'exercice POI	Code de l'environnement du 27/09/2020, article R515-100	Sans objet
6	Liste des produits de décomposition	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 9	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cette inspection a été réalisée de manière inopinée, dont une partie a été réalisée sous forme d'exercice POI (plan d'opération interne) dont le scénario a été fixé par l'inspection des

installations classées.

Les actions prévues dans le POI sont connues et aisément mises en œuvre par le personnel du site. Néanmoins, le POI pourrait être rendu plus opérationnel en se rapprochant au plus près des pratiques et possibilités du site (du fait du faible nombre de personnel sur le site, notamment). Bien que décrite dans le POI, la gestion des premiers prélèvements dans l'environnement n'est pas encore opérationnelle (formation des préleveurs, disponibilité du matériel).

L'exploitant a défini la liste des substances à rechercher et les matrices à prélever mais ces informations ne sont pas encore formalisées dans le POI.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Mise à jour du POI

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 27/09/2020, article R. 515-100
Thème(s) : Actions nationales 2025, Respect des fréquences réglementaires
Prescription contrôlée : [...] Ce plan est établi avant la mise en service. Il est testé à des intervalles n'excédant pas un an et mis à jour à des intervalles n'excédant pas trois ans. [...]
Constats : Le POI (plan d'opération interne) est remis à jour régulièrement. la dernière version en vigueur est la version 7 en date de juin 2024.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Réalisation d'exercice POI

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 27/09/2020, article R515-100
Thème(s) : Actions nationales 2025, Respect des fréquences réglementaires
Prescription contrôlée : [...] Ce plan est établi avant la mise en service. Il est testé à des intervalles n'excédant pas un an et mis à jour à des intervalles n'excédant pas trois ans. [...]
Constats : Le POI est testé annuellement avec les services du SDIS (Service départemental d'incendie et de secours). Les scénarios sont alors choisis conjointement entre l'exploitant et le SDIS. Le dernier exercice a eu lieu le 15/10/2024 avec, pour scénario, l'incendie d'un bâtiment technique / électrique. L'exploitant a transmis le 27/05/2025 à l'inspection des installations classées le compte-rendu de cet exercice. En outre, des exercices POI internes sont réalisés mensuellement. Le dernier exercice a eu lieu le 27 mars 2025 (Simulation d'ouverture d'un clapet de rupture).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Liste des substances recherchées et milieux associés

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
Thème(s) : Actions nationales 2025, Contenu POI
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise : - les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ; [...]
<p>Constats :</p> <p>Le POI (fiche outil n°25 "Prélèvements de fumées") mentionne les substances émises en cas d'incendie à rechercher dans l'environnement. Il s'agit du CO₂, du CO, du HCN, des NOx et des aldéhydes.</p> <p>Dans la fiche outil n°25 "Prélèvements de fumées", dans l'encart "Définitions", le sigle HAPs est mentionné. Pour autant, ces substances (Hydrocarbures Aromatiques Polycycliques) ne font pas partie des substances recherchées. (Observation)</p> <p>Il est considéré par l'exploitant que seules les bouteilles de gaz peuvent émettre des substances à rechercher en cas d'incendie. Dans un document transmis le 27/05/2025 à l'inspection des installations classées intitulé "Méthodologie d'identification des produits de décompositions susceptibles d'être émis en cas d'incendie", l'exploitant justifie les substances à analyser.</p> <p>Aucun bâtiment ne contient d'amiante, cet élément n'est donc pas recherché. En outre, le bâtiment étant un bâtiment administratif et non de stockage, sa contribution en termes de produits de décomposition émis en cas d'incendie important n'est pas à rechercher (Cf. avis du 1er décembre 2022).</p> <p>Néanmoins, les raisons pour lesquelles ces substances sont recherchées ne sont pas mentionnées dans le POI (non conformité).</p> <p>Les prélèvements sont effectués dans l'air. La justification du choix de cette matrice n'est pas précisée dans le POI (non conformité).</p> <p>En cas d'utilisation d'extinction d'un incendie, les eaux sont canalisées et passent par un débourbeur. Il n'est pas utilisé d'agent d'extinction sur le site (type émulseur).</p> <p>Différents points de prélèvement externes au site ont été définis et sont mentionnés dans le POI (intitulé du point, localisation et coordonnées GPS du point). En cas de nécessité, les points de prélèvement (point témoin et points de prélèvement) sont choisis par le DOI (directeur des opérations internes) en fonction de l'évènement, des conditions météorologiques et notamment le sens du vent.</p>

<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Observation : afin d'éviter toute confusion ou doute, il serait judicieux de retirer le terme HAPs puisque ces substances ne sont pas recherchées.</p> <p>Non conformités : L'exploitant mettra à jour son POI en incluant la justification du choix des substances et des milieux de prélèvement.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 4 : Stratégie de prélèvement

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Contenu POI</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise : [...] - les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieux ; - les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher. <p>L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a internalisé la réalisation des premiers prélèvements environnementaux et des mesures.</p> <p>Le site est équipé du matériel nécessaire à la réalisation de ces prélèvement et mesures. Le matériel se compose notamment d'une pompe automatique, de kits de tests simultanés et de tubes de réactifs du même fabricant. Le choix du matériel est cohérent avec les substances à rechercher et la matrice (air). Ce matériel permet une lecture des valeurs (relevé de graduations sur un tube). La fiche 25-4 du POI ("Fiche de communication des mesures") mentionne pourtant des valeurs à indiquer en ppm, ce qui semble peu compatible avec une lecture de relevés de graduations. (Observation n°1).</p> <p>L'exploitant ne réalise pas de prélèvements conservatoires. Il est rappelé à l'exploitant que,</p>

conformément à l'avis du 1er décembre 2022, en complément des premiers prélèvements environnementaux, des prélèvements conservatoires pourront être réalisés et analysés à la demande du préfet.

L'exploitant indique qu'en cas de besoin, des analyses complémentaires pourraient être menées en laboratoire. Pour autant, aucune disposition en ce sens n'est prévue dans le POI et aucun prélèvement conservatoire n'est prévu (**Observation n°2**).

A la date de l'inspection, les dates de péremption et donc de remplacement des éventuels consommables nécessaires à la réalisation des prélèvements et mesures ne sont pas gérés par le système de GMAO (gestion de la maintenance assistée par ordinateur). Il n'existe pas d'autre organisation en place pour assurer le remplacement des consommables et du matériel inutilisables. En outre, lors de l'exercice, l'exploitant n'a pas pu mettre en route la pompe dont les batteries étaient déchargées (**non conformité**).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Observation n°1 : si nécessaire, l'exploitant mettra en cohérence la fiche n°25-4 ("Fiche de communication des mesures") en fonction de la précision des mesures réalisées avec le matériel disponible (taux de ppm requis pour une lecture de graduations)

Observation n°2 : si l'exploitant prévoit la possibilité de réaliser des analyses en laboratoire, il devra formaliser les modalités de réalisation de ces analyses.

Non conformité : l'exploitant mettra en place l'organisation nécessaire pour garantir la disponibilité à tout moment du matériel nécessaire à la réalisation des premiers prélèvements environnementaux et mesures (batterie chargée, gestion de la péremption des consommables...).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

N° 5 : Personnels compétents

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5

Thème(s) : Actions nationales 2025, Contenu POI

Prescription contrôlée :

[...]

Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment :

- les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise :

[...]

- les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher.

<p>L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. Dans le cas de prestations externes, les contrats correspondants le prévoyant explicitement sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées ;</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Comme indiqué dans le POI, le personnel du site (3 personnes) peut assurer la fonction de préleveur. La liste des personnes habilitées à réaliser les premiers prélèvements environnementaux n'est pas formalisée. A la date de l'inspection, la formation n'a pas été assurée (non conformité). Elle est prévue au 1^{er} semestre 2025 (date non connue le jour de l'inspection) par le supérieur du responsable du dépôt, appartenant au groupe BUTAGAZ.</p> <p>Si le personnel est insuffisant sur le site en cas d'évènement nécessitant des premiers prélèvements environnementaux, il est prévu que le DOI fasse appel au groupe BUTAGAZ qui pourra apporter son support pour la réalisation de ces prélèvements.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Non conformité : L'exploitant assurera la formation des personnes habilitées à réaliser les premiers prélèvements environnementaux et formalisera la liste des personnes habilitées.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 6 : Liste des produits de décomposition

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 9</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2025, Produits de décomposition</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La liste des produits de décomposition susceptibles d'être émis en cas d'incendie, visée au c du 2 du I de l'annexe III est adressée au préfet lors de l'élaboration, de la révision ou de la mise à jour d'une étude de dangers, et lorsque cette étude est soumise au réexamen visé à l'article R. 515-98, au plus tard le 30 juin 2025. Le plan d'opération interne est mis à jour dans le même délai.</p>
<p>Constats :</p> <p>La dernière version de l'étude des dangers (EDD) date de 2022. Il n'est pas prévu de mise à jour ou de révision d'ici le 30 juin 2025. L'exploitant envisage de fournir une annexe à l'EDD précisant des produits de décomposition susceptibles d'être émis en cas d'incendie. Le délai du 30/06/2025</p>

produits de décomposition susceptibles d'être émis en cas d'incendie. Le délai du 30/06/205 n'étant pas dépassé, il ne s'agit pas d'une conformité.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Mise en oeuvre du plan d'opération interne

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 24/09/2020, article R515-100

Thème(s) : Risques accidentels, Exercice POI

Prescription contrôlée :

L'exploitant met en œuvre, dès que nécessaire, les dispositions prévues par le POI établi en application de l'article L.515-41 du code de l'environnement, en vue de :

- contenir et maîtriser les incidents de façon à en minimiser les effets et à limiter les dommages causés à la santé publique, à l'environnement et aux biens,
- mettre en œuvre les mesures nécessaires pour protéger la santé publique et l'environnement contre les effets d'accidents majeurs.

Le POI définit les mesures d'organisation, notamment la mise en place d'un poste de commandement et les moyens afférents, les méthodes d'intervention et les moyens nécessaires à mettre en œuvre en cas d'accident en vue de protéger le personnel, les populations et l'environnement.

Il est homogène avec la nature et les enveloppes des différents phénomènes dangereux identifiés dans l'étude de dangers.

L'exploitant élabore et met en œuvre une procédure écrite, et met en place les moyens humains et matériels pour garantir :

- la recherche systématique d'améliorations des dispositions du POI ; cela inclut notamment :
 - l'organisation de tests périodiques du dispositif et/ou des moyens d'intervention,
 - la formation du personnel intervenant,
 - l'analyse des enseignements à tirer de ces exercices et formations,
- la prise en compte des résultats du réexamen de l'étude de dangers,
- la revue périodique et systématique de la validité du contenu du POI, qui peut être coordonnée avec les actions citées ci-dessus,
- la mise à jour systématique du POI en fonction de l'usure de son contenu ou des améliorations décidées.

Le POI est mis à jour au minimum à des intervalles n'excédant pas trois ans et autant que de nécessaire, notamment en cas de révision de l'étude des dangers. Il est transmis à l'inspection des installations classées à chaque mise à jour, en deux exemplaires dont une en version informatique. Il est testé au moins tous les trois ans. Ces tests font l'objet de comptes-rendus écrits (accompagnés si nécessaire de plans d'actions), tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

Le POI a été testé le jour de l'inspection via un exercice inopiné dont le scénario a été proposé par les services de l'inspection des installations classées. Le déroulement de cet exercice et les remarques éventuelles associées sont joints en annexe confidentielle.

Objectifs de l'exercice :

- Tester la connaissance du POI par le personnel
- Tester la mise en place de l'organisation POI
- Tester la mise en œuvre des moyens de secours internes
- Tester les moyens de communications internes et avec DREAL
- Tester les moyens de premiers prélèvements (et analyses) environnementaux

Les consignes présentées au chef du dépôt sont présentées en annexe confidentielle. Certains éléments et consignes ont été définis après échanges avec l'exploitant en préambule de l'exercice, ce qui a permis de s'assurer qu'il n'y aurait aucun risque pour la sécurité du personnel, pour l'environnement ou les infrastructures, à la mise en œuvre de ces actions. Il a ainsi été convenu que

- la procédure d'évacuation du personnel pouvait réellement être mise en œuvre.
- le déclenchement de l'alarme (entraînant la mise en sécurité du site) pouvait être réalisée
- les moyens d'extinctions pouvaient être déployés sans mise en eau

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Pour l'intitulé des observations, se reporter à l'annexe confidentielle.

Observation n°1 : il serait judicieux de joindre au matériel de prélèvement et d'analyse les fiches outils utiles ainsi que les feuilles d'enregistrement des valeurs afin d'éviter tout oubli.

Observation n°2 : l'exploitant s'assurera que le POI est adapté eu égard aux ressources disponibles, notamment.

Observation n°3 : l'exploitant profitera d'une mise à jour de son POI pour renseigner les numéros de contact de la DREAL en fonction des directives transmises par la DREAL

Observation n°4 : l'exploitant profitera d'une mise à jour de son POI pour faire le lien avec les scénarios de l'étude de dangers, facilitant ainsi l'identification des scénarios pouvant conduire au déclenchement du PPI (plan particulier d'intervention).

Observation n°5 : l'exploitant formalisera le point de rassemblement situé en dehors des effets des phénomènes dangereux et transmettra cette information aux sous-traitants et visiteurs du site

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 8 : Plan d'opération interne - Personnes habilitées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V

Thème(s) : Risques accidentels, Plan d'opération interne - Personnes habilitées

Prescription contrôlée :

DONNÉES ET INFORMATIONS DEVANT FIGURER DANS LE PLAN D'OPÉRATION INTERNE, OU DANS SA MISE À JOUR POSTÉRIEURE AU 31 DÉCEMBRE 2021

<p>a) Nom ou fonction des personnes habilitées à déclencher des procédures d'urgence et de la personne responsable des mesures d'atténuation sur le site et de leur coordination ;</p> <p>b) Nom ou fonction du responsable des liaisons avec l'autorité responsable du plan particulier d'intervention ;</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Le POI ne mentionne pas les noms ou fonctions des personnes pouvant jouer le rôle de DOI. Le personnel sur site a expliqué à l'inspection des installations classées que tout personnel pouvait être DOI et que la hiérarchie était respectée Cette organisation et ces dispositions, bien que connues et partagées, ne sont pas formalisées dans le POI. (non conformité)</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Non conformité : L'exploitant mettra à jour son POI en explicitant les noms et/ou fonctions des personnes habilitées à endosser le rôle de DOI.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>